



MON PROJET POUR VOTRE FICHE DE PAIE

+1 052,70 €

de transfert mensuel sur cet exemple de paie

Avant partage des bénéfices et nouveaux prélèvements

PAIE DE RÉFÉRENCE AUJOURD'HUI

1 931,11 €

APRÈS TRANSFERT MDRS*

2 983,81 €

+54,51 % sur cette référence

Je vous explique comment.

* MDRS = Modèle Dubuisson de
Réorganisation systémique

LA PAIX POUR LES FRANÇAIS



Vivre mieux ici. Dès les premières années.

Je veux que le travail permette de vivre, de préparer l'avenir de ses enfants et d'entreprendre. Mon apport est de relier les revenus, les services et la production dans une même architecture pour la France.

MES OBJECTIFS À PARTIR DE 2027

3

ANS

2030

Du revenu pour vos projets.

Ma priorité est d'engager ensemble le transfert salarial, le partage des bénéfices et la refonte fiscale. **70 % des cotisations salariales et patronales cumulées du champ supprimé** rejoindraient la rémunération, avant les nouveaux prélèvements. Les baisses de facture d'énergie doivent compléter ce gain pour les courses, une réparation ou l'épargne. Pour les communes, le fonctionnement hors taxe sur les achats éligibles libérerait des avances de trésorerie.

Basculer revenus et droits envisagée en 2028 ou 2029, sous conditions.

5

ANS

2032

Des services qui changent la vie.

Je veux qu'un parent sache où faire soigner son enfant, qu'un jeune puisse se former avec un revenu et qu'une décision de justice soit suivie jusqu'à son exécution. **Soins de proximité, études rémunérées et dossiers administratifs suivis** doivent rendre ces parcours plus simples. Les formations préparent aussi les recrutements des filières relancées. Chaque service est relié à ses agents, ses locaux et ses moyens de fonctionnement.

Les ouvertures et les délais dépendent des équipes formées et des moyens disponibles.

10

ANS

2037

Produire ici. Peser davantage.

Je vise une France qui maîtrise mieux son énergie, son alimentation et ses capacités industrielles. Allègement du coût du travail, investissements et compétences doivent avancer ensemble. Le MDRS fixe un **objectif de capacité électrique triplée**, à dimensionner et financer. Des études engagées en 2027 conduiraient à une échéance cible en 2037. Cette capacité à produire doit soutenir notre poids en Europe et nos partenariats depuis les Outre-mer.

Les projets livrés, les coûts de production et les emplois créés mesureront cette avancée.

Un État capable de tenir ses engagements.

Je relie ces changements à la continuité des droits et au financement des services. Le fonds souverain contribuerait selon ses résultats distribuables. Les économies nettes doivent dégager des moyens d'investissement et de désendettement.



Une France où la vie avance.

Vivre de son travail. Trouver un médecin. Voir ses enfants apprendre et grandir en sécurité. Pouvoir entreprendre et construire ici. Ce sont ces vies, avec leurs contraintes et leurs projets, qui donnent son sens à mon engagement.

Ce que mes parents m'ont transmis

Né au Sri Lanka en 1985, adopté à six mois, j'ai grandi dans une famille paysanne du Jura et du Pays de Gex. Les moissons, la plonge et la restauration m'ont appris la valeur du travail et l'importance de pouvoir vivre de ses efforts.

Ma mère et ma grand-mère enseignaient. Mon père travaillait dans les organisations internationales. Leurs parcours ont relié chez moi transmission, travail et attention aux populations.

À mes parents, je dois cet ancrage.



UNE HISTOIRE DE TRANSMISSION ET D'ENGAGEMENT

Un arrière-grand-père blessé en 1914-1918, décoré de la Croix de guerre et de la Médaille militaire. Un autre, agent des Douanes, engagé dans la protection des industries. Dans la Résistance, Jean-Paul Alexandre Terrier, fusillé en 1944. Ma grand-mère reçut les Palmes académiques en 1989. Cet héritage donne un poids particulier aux mots protéger, transmettre et servir.



Comprendre une vie. Repenser le système.

Une famille doit pouvoir manger, travailler, se soigner et se sentir protégée. Quand l'un de ces appuis cède, les autres deviennent plus fragiles. J'ai conçu le MDRS à partir de cette réalité, pour comprendre comment l'organisation d'un pays peut soutenir la vie de ses habitants.



De l'expérience des crises au projet français

Auprès de populations confrontées à la guerre et aux crises, mon travail a relié économie, dignité et lutte contre le financement de la criminalité. Un revenu, un accès aux soins ou une activité viable changent les possibilités d'une famille. Pour la France, j'ai développé une architecture propre à ses institutions, ses droits sociaux et ses territoires. Chaque mesure y est rapprochée des personnes concernées, de ses moyens et de son financement.

Plus de quinze ans de recherche, au fil de mes voyages



Cet apport réunit plus de quinze ans d'analyse et de recherche de solutions lors de mes voyages dans le monde. En zone de conflit armé, j'ai cherché à rétablir la maîtrise de systèmes étatiques défaillants et à redonner la richesse aux populations. J'ai adapté cette démarche à la France.

Programme Solutions et doctrine de construction du MDRS. Développement adapté aux institutions, aux populations et aux territoires français.



Une architecture propre à la France

2,173 milliards d'euros HT

Mon apport de conception à la nation

ESTIMATION INTERNE DU COÛT DE RECONSTITUTION EXTERNE

Le Modèle Dubuisson de Réorganisation systémique est une architecture conceptuelle déjà conçue, des personnes aux comptes du pays. Élu président, j'apporterai ce travail personnel de conception et de réflexion à la nation. Les 2,173 milliards correspondent au coût estimé de sa reconstitution externe. Modélisation et validations se poursuivent.

12 883 pages du maître, 24 modules, 12 moteurs, 647 mécanismes et 6 006 paramètres.

Le calcul de cette estimation

Travaux	ETP	Mois	Journées	€ HT / jour	M€ HT
Direction et intégration	35	48	30 520	6 200	189,2
Données et état initial	210	24	91 560	2 150	196,9
Conception de 24 domaines	360	36	235 440	2 550	600,4
Budget et simulations	125	36	81 750	2 700	220,7
Droit et normes	120	36	78 480	2 700	211,9
Données et logiciels	135	36	88 290	2 300	203,1
Tests et audit	90	24	39 240	2 450	96,1
Documentation et transmission	55	24	23 980	1 900	45,6

Exemple conception 360 ETP x 3 ans x 218 jours x 2 550 € = 600,372 M€ HT

1 763 838 000 € d'honoraires x 1,12 de frais x 1,10 de réserve = 2 173 048 416 € HT

669 260 journées sur 218 jours par an et 4 ans donnent 767,5 ETP moyens.

ETP signifie équivalent temps plein. Une année représente ici 218 journées facturables.

Le déploiement et les ajustements constituent une autre étape

Scénario externe 477,5 ETP x 8 ans x 218 jours = 832 760 journées.

2 075 796 000 € x 1,08 de frais x 1,08 de réserve = 2,421 Md€ HT supplémentaires.

Je piloterai le déploiement avec les administrations et un recours limité aux cabinets. Total externe estimé de 4,594 Md€ HT, dans une fourchette de 2,70 à 6,72 Md€ HT. La valeur du travail acquis et l'économie nette restent à expertiser.

Estimation interne du 3 septembre 2026, p. 6 à 12. Ressources et tarifs hypothétiques. Les 2,173 Md€ portent sur la reconstruction de l'architecture et du modèle. Hors exécution publique. Corpus des 8 et 9 septembre, 94 prescriptions, 753 tests. Fonds de 7 412, 2 641 et 2 376 pages. Qualification en cours.



Le MDRS répond aux attentes qui représentent

78 % des priorités citées en premier par les Français

Dans l'état actuel du MDRS

Chaque priorité retenue est rapprochée des mesures déjà présentes dans le MDRS et de leurs effets recherchés. Le tableau montre comment chaque action aborde un besoin du quotidien. Les 78 % correspondent au poids cumulé de ces thèmes parmi les premiers choix exprimés.

Calcul de rapprochement $21 + 10 + 11 + 8 + 9 + 8 + 5 + 4 + 2 = 78$

Les effets nets, l'adhésion au MDRS et les intentions de vote restent à mesurer.

Priorité exprimée	Premier choix	Comment le MDRS propose d'y répondre
Pouvoir d'achat Mesures 01, 11, 13	21 %	Transfert vers la paie et partage de la valeur pour augmenter la part de richesse reçue par le salarié.
Sécurité Mesures 06, 07	10 %	Prévention, intervention et justice reliées aux personnels et aux délais pour mieux protéger au quotidien.
Dette publique Mesures 04, 15	11 %	Dépenses, financement et transition rapprochés pour organiser un financement soutenable des engagements.
Santé Mesures 02, 09, 10	8 %	Soins de proximité et équipes reliés aux besoins des territoires pour faciliter l'accès et la continuité des soins.
Climat Mesures 14	9 %	Énergie, réseaux, investissements et entretien étudiés ensemble pour préparer l'adaptation des territoires.
Inégalités Mesures 03, 05	8 %	Égalité salariale et accès aux services pour réduire les écarts dans les parcours de vie.
Éducation Mesures 03	5 %	Besoins des élèves, compétences et moyens éducatifs rapprochés pour soutenir les apprentissages.
Emploi Mesures 01, 11	4 %	Coût du travail, énergie et fiscalité de production traités ensemble pour soutenir l'activité et l'emploi.
Fiscalité Mesures 13	2 %	Baisse et simplification des prélèvements reliées à l'enrichissement et au financement des droits.

Fiscalité

Prélèvements plus faibles et plus simples, à relier à l'enrichissement et à la participation élargie.

Coûts de production

Coût du travail, énergie, fiscalité de production et fournisseurs traités ensemble pour produire ici.

Collectivités

TVA supportée à supprimer sur les achats éligibles. Démarches et délais à simplifier pour les communes.

Les sources du rapprochement

Institut ELABE pour BFMTV · Publication le 26 août 2026

L'Etat d'esprit des Français pour la rentrée 2026

Enquête en ligne les 25 et 26 août 2026 auprès de 1 000 résidents de France métropolitaine âgés de 18 ans et plus. Quotas de sexe, âge, profession, région et catégorie d'agglomération.

Question sur les domaines où Emmanuel Macron et le gouvernement de Sébastien Lecornu devraient agir en priorité dans les prochains mois. Trois choix possibles parmi quatorze thèmes. Parts arrondies du premier choix. Ces attentes publiées sont rapprochées ici des mesures de Solutions et du corpus MDRS du 9 septembre 2026.

elabe.fr/rentree-2026 · Rapport original, p. 13 · Méthode et marges, p. 2 et 3



15 mesures pour la vie de tous les jours.

APAISER

- 01 **Pouvoir d'achat**
p. 08
- 02 **Soins de proximité**
p. 09
- 03 **École et créativité**
p. 10
- 04 **Administration**
p. 11
- 05 **Égalité salariale**
p. 12

PROTÉGER

- 06 **Sécurité quotidienne**
p. 13
- 07 **Justice**
p. 14
- 08 **Souveraineté**
p. 15
- 09 **Tous les territoires**
p. 16
- 10 **Outre-mer**
p. 17

TRANSFORMER

- 11 **Production française**
p. 18
- 12 **Référendum**
p. 19
- 13 **Fiscalité**
p. 20
- 14 **Écologie**
p. 21
- 15 **Dette publique**
p. 22

COMMENT LES MESURES SE REJOIGNENT



Un meilleur revenu soutient les projets du foyer. Des entreprises capables de produire ici créent l'activité. Des soins, une école et une justice accessibles rendent cette vie possible. Le MDRS étudie leurs liens et les ressources nécessaires pour les faire tenir ensemble.



Le travail doit se voir sur la paie.

Redonner du pouvoir d'achat

Je veux que votre travail vous laisse davantage de choix. Entretenir votre logement, faire face à une réparation, accompagner vos enfants ou épargner doit devenir plus accessible. Le programme associe réaffectation de cotisations, partage de la valeur et refonte fiscale. Voici le premier transfert, appliqué au cas de paie de référence.

LE CAS DE PAIE DE RÉFÉRENCE

1 931,11 €

Rémunération actuelle avant impôt

2 983,81 €

Après transfert, avant bénéfices et nouveaux prélèvements

1 503,85 € × **70 %** = **1 052,70 €**

de cotisations dans le cas retenu

réaffectés au salarié, soit 1 052,70 €

La règle additionne les cotisations salariales et patronales réellement réaffectables après exonérations, pour le même emploi et la même période. Leur part de 70 % rejoint la rémunération nette avant impôt. Les 30 % restants allègent le coût employeur. Le MDRS rapproche ensuite les nouveaux prélèvements et les droits sociaux pour calculer le revenu disponible du foyer.

Solutions, cas IDCC 2335. Éligibilité des deux parts retenue pour ce calcul. Règle 70/30 du 8 septembre. Grille jusqu'à 5 000 € en attente des données de paie après exonérations.



Du temps pour soigner.

Des soins près de chez vous

Quand un enfant tombe malade ou qu'un parent a besoin d'un suivi, la réponse doit être compréhensible et accessible. Je propose une organisation territoriale des soins reliée aux besoins, aux professionnels et aux trajets. L'enjeu est de savoir où consulter, comment poursuivre son traitement et qui assure la suite.

Un parcours qui tient ensemble



Pour les patients

Un dossier partagé entre les professionnels autorisés doit éviter de répéter son histoire à chaque étape. Je relie cabinets, structures de proximité et équipes mobiles selon les besoins locaux. Le MDRS calcule les personnels, le matériel et les déplacements nécessaires à cette continuité.

Pour les soignants

Les tâches répétées doivent laisser davantage de place à la consultation et au suivi. La formation, les locaux et les horaires sont étudiés ensemble. Les économies de gestion admissibles sont rapprochées du financement des soins de terrain pour que la réorganisation améliore le service rendu.

Un paiement direct et automatisé

Le système proposé supprime les intermédiaires de santé dans le circuit de paiement. Les médecins sont rémunérés directement par le système, au moyen d'un processus automatisé.



Grandir avec un horizon.

Faire de l'école un lieu d'excellence et de créativité

Votre enfant doit pouvoir apprendre dans un lieu sûr, être accompagné par des enseignants formés et découvrir des voies qui lui donnent envie d'avancer. Je propose de moderniser les conditions de travail et de reconstruire des filières solides de formation des enseignants. L'exigence et la créativité doivent préparer à un métier comme à une vie autonome.



SÉCURISER

Les lieux et les parcours



TRANSMETTRE

Savoirs et créativité



OUVRIR

Formation et métier

La vie à la maison compte aussi

Les moyens du foyer, l'alimentation, le sommeil et l'accès aux soins font partie des conditions dans lesquelles un enfant apprend. Le MDRS relie ces sujets à l'école. Il prévoit d'examiner les besoins d'encadrement, les parcours et les moyens matériels, pour rapprocher l'organisation scolaire de la réalité des familles.

Une étude américaine d'Akee et ses coauteurs a observé une amélioration de certains parcours scolaires après un revenu familial supplémentaire. Elle éclaire ce travail. Je distingue les résultats scolaires, l'attention et les capacités cognitives, chacun demandant une mesure adaptée.



Votre demande. Une réponse.

Simplifier l'administration et la responsabiliser

Une demande de droit, une autorisation ou un changement de situation doit ouvrir un parcours que l'on peut suivre. Je propose de relier les services autour d'un dossier, d'un responsable et d'un calendrier. Vous devez savoir quelles pièces sont utiles, où en est votre demande et comment obtenir une réponse motivée.

1

Une information saisie une fois

Les services habilités partagent les pièces utiles, avec des accès limités à leur mission.

2

Un agent et un calendrier identifiés

Chaque étape a un responsable. Les demandes de complément et les délais deviennent visibles.

3

Une décision et une voie de recours

La réponse explique la règle appliquée et les moyens de demander son réexamen.

Du temps rendu des deux côtés

Pour vous, l'objectif est de réduire les déplacements, les rendez-vous répétés et l'incertitude. Pour les agents, il s'agit de consacrer du temps à l'accueil et aux situations difficiles. Le MDRS suit les délais, les erreurs, les effectifs et les coûts de transition. Une procédure simplifiée doit rester un service que chacun peut réellement utiliser.



Le talent mérite la même reconnaissance.

Inscrire l'égalité salariale femmes-hommes dans la Constitution

À compétences et responsabilités comparables, le travail doit recevoir la même reconnaissance. Je propose d'inscrire l'égalité salariale femmes-hommes dans la Constitution et de l'accompagner de contrôles et de corrections effectifs. Cela concerne la rémunération d'aujourd'hui, les perspectives de carrière et les droits qui se construisent au fil du travail.

COMPÉTENCES ÉGALES



ÉGALITÉ SALARIALE

01

Comparer

Rapprocher les fonctions, les compétences, le temps de travail et la rémunération pour identifier les écarts à situation comparable.

02

Contrôler

Rendre les responsabilités lisibles et permettre un examen des écarts. Le MDRS relie les situations de travail aux données nécessaires.

03

Corriger

Prévoir la mise en conformité et les recours. L'égalité doit produire un changement vérifiable dans la paie et les parcours professionnels.



Vivre libre. Se sentir protégé.

Rétablir la sécurité du quotidien

Pouvoir rentrer chez soi, ouvrir son commerce ou laisser ses enfants se déplacer en confiance, c'est une liberté essentielle. Je veux une présence utile des forces de l'ordre, des conditions de travail adaptées et une action suivie contre les trafics, les fraudes et l'argent criminel. La protection des victimes doit accompagner toute la chaîne.

01

Présence sur le terrain

Des moyens adaptés aux besoins du territoire.

02

Enquête et lutte contre les trafics

Des preuves et une traçabilité financière ciblée.

03

Justice et protection des victimes

Des décisions suivies jusqu'à leur exécution.

Agir aussi sur les conditions de vie

Le revenu, l'école, les addictions et la prévention font partie du même travail. L'étude américaine d'Akee relève une baisse de certaines infractions chez les adolescents étudiés après un transfert de revenu familial. Pour la France, le MDRS prévoit de mesurer séparément les violences, l'accompagnement des victimes et le coût des interventions.

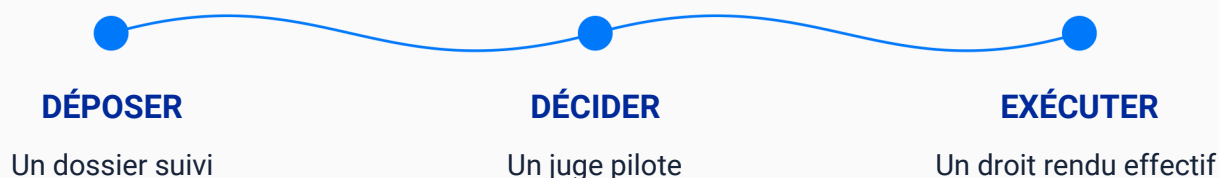
Je propose également un service militaire et civil obligatoire pour la cohésion, ainsi que des filières d'immigration choisies, organisées autour de règles claires et de responsabilités identifiées.



La justice doit aller jusqu'au bout.

Rendre la justice plus rapide et efficiente

Une pension, un salaire, une facture ou une indemnisation attendue peuvent bloquer une vie. Je veux que l'on puisse faire valoir son droit dans un parcours lisible. La modernisation doit relier le dépôt du dossier, l'examen des preuves, la décision, les recours et l'exécution. Chaque étape doit servir la résolution effective de l'affaire.



Une organisation conçue autour de l'affaire

Je propose un dossier unique, un calendrier commun, un juge chargé du suivi et des greffes modernisés. Une administration judiciaire dédiée doit organiser les moyens. Les notifications et l'accès au dossier sont intégrés au parcours, avec une aide juridictionnelle, des garanties de défense et des décisions motivées.

Le MDRS rapproche les affaires en attente, les nouvelles demandes, les heures de magistrats et de greffe, les locaux et les coûts. Cette modélisation sert à tester la capacité de tenir les délais tout en préservant le procès équitable. Pour l'État, elle rend visibles les besoins réels de la justice.



Décider librement. Pouvoir agir.

Défendre notre souveraineté



La souveraineté se prépare

Protéger la France suppose des équipements disponibles, des personnels formés, des pièces de rechange, des stocks et des capacités de transport. Le MDRS relie la défense à l'industrie, à l'énergie, aux ports et à la maintenance. Acheter un matériel engage aussi son entretien, sa disponibilité et son renouvellement.

Pour les Français, cette autonomie doit protéger la continuité des services et des approvisionnements en période de crise. Une France capable de produire et de tenir ses engagements dispose d'appuis concrets pour peser en Europe. Je porte cette souveraineté coopérative dans la durée.

Solutions, mesure 8. Dossier maître, doctrine INS0274. Disponibilité, maintenance, logistique et dépendances stratégiques.



Une commune qui peut avancer.

Développer tous les territoires français

Rénover une école ou un réseau d'eau engage la trésorerie de la commune avant que le service soit rendu. Je propose de supprimer la TVA supportée sur les achats communaux éligibles, avec un fonctionnement hors taxe. L'objectif est de libérer l'avance correspondante et de simplifier la gestion des investissements.

UN ACHAT COMMUNAL ÉLIGIBLE DE 100 000 € HORS TAXE

FACTURE AVEC TVA À 20 %

120 000 €

FACTURE DANS LA PROPOSITION

100 000 €

20 000 € d'avance de TVA évitée

Ce que cela rendrait possible

Dans cet exemple, la commune aurait 20 000 € de moins à avancer. Selon sa trésorerie, cela pourrait réduire un besoin de financement temporaire ou faciliter le calendrier du chantier. Le gain définitif serait calculé après prise en compte de la TVA récupérable et du FCTVA auxquels elle aurait droit.

Je conserve les recettes communales usuelles dans leur champ. Le MDRS rattache chaque service à ses agents, ses bâtiments, ses contrats et son financement. Les moyens doivent accompagner les responsabilités transférées.



La France se construit sur tous ses horizons.

Faire des Outre-mer un centre stratégique français

Les Outre-mer sont des lieux de vie, de production et de décision. Je veux y travailler dans la durée et y organiser les rencontres internationales avec les voisins de chaque bassin. Cette présence doit relier la diplomatie aux réalités locales, aux entreprises, aux formations et aux besoins des habitants.

UNE DIPLOMATIE DE PROXIMITÉ

ANTILLES ET GUYANE

Échanges avec les pays des Caraïbes

LA RÉUNION ET MAYOTTE

Partenaires de l'océan Indien

TERRITOIRES DU PACIFIQUE

Rencontres avec les voisins du bassin

Des accords reliés à la vie locale

Un partenariat doit pouvoir se traduire par des approvisionnements plus solides, une filière locale, des compétences ou une continuité de soins. Le MDRS étudie l'eau, l'énergie, les ports et le fret territoire par territoire. Les distances, les volumes et les capacités locales entrent dans le même calcul.

En Europe, je défends la subsidiarité active et des règles adaptées aux réalités ultramarines. L'objectif est un résultat de service équivalent, obtenu avec les moyens qui conviennent au territoire.



Produire ici. Construire ici.



Relancer la production française

Des métiers qui construisent un avenir

Une commande peut faire vivre un atelier, des fournisseurs et plusieurs familles. Je veux que l'entreprise puisse investir et que les travailleurs bénéficient davantage de la valeur produite. Le transfert salarial et le partage de valeur sont reliés à des règles durables, pour donner de la visibilité aux salaires comme aux projets de l'entreprise.

Le MDRS suit le coût du travail, l'énergie, les matières, les machines, les compétences et le transport. Une production compétitive doit aussi tenir sa qualité et ses délais. Pour le territoire, l'enjeu est de conserver une activité viable et des métiers auxquels les jeunes puissent accéder.

Solutions, mesure 11. Dossier maître, doctrine productive INS0279. Règle salariale consolidée et coûts complets de production.



La décision doit revenir aux Français.

Le référendum à l'initiative du président

Je propose un cadre constitutionnel de référendum à l'initiative du président. En cas de blocage parlementaire, les Français pourraient approuver ou rejeter sa proposition, pour éviter le recours au 49.3 ou à des procédures équivalentes. Les parlementaires seraient tenus de traduire ce choix en textes applicables. Cette voie doit prévenir l'obstruction et les désordres au Parlement, en faisant primer la volonté populaire et l'intérêt de la population sur les positions dogmatiques et les intérêts de parti. Les conséquences, les responsabilités et les conditions d'application seraient présentées avant le vote.

Comprendre

Débattre

Décider

L'exigence commence au sommet

J'ai demandé à mon entourage un engagement d'éthique et de probité. La responsabilité doit aussi accompagner l'exercice des fonctions publiques. Le MDRS rattache chaque décision à une autorité compétente, à ses moyens et à son contrôle. Le citoyen doit pouvoir comprendre qui décide et demander des comptes.

La refonte législative prépare les textes et les transitions nécessaires. Je veux que le débat porte sur des choix applicables, dont les effets sur les personnes, les collectivités et les finances publiques puissent être examinés.



Le revenu d'abord. Des règles durables.

Réviser la fiscalité

Un foyer doit pouvoir prévoir ce qui lui reste pour vivre. Une entreprise doit pouvoir préparer un investissement. Je veux une fiscalité plus simple, plus stable et plus faible, appuyée sur des revenus du travail plus élevés et une participation plus large. Le MDRS rapproche cette réorganisation des services et des droits à financer.

LE MDRS RELIE TROIS CHANTIERS

Rémunération

Le transfert, puis le revenu disponible du foyer

Entreprise

La production, les bénéfices et leur partage

État

Les ressources, les droits sociaux et les services

Comprendre le résultat sur toute l'année

La fiche de paie est une première étape. Le résultat pour votre foyer dépend aussi des prélèvements, des droits, de la situation familiale et des dépenses contraintes. Je demande au MDRS de suivre ces éléments ensemble. Il doit montrer comment le revenu se transforme en possibilités de consommation, d'épargne ou de remboursement.

Le cas de Solutions est déjà simulé page 28, avec 2 983,81 € avant les nouvelles retenues et 2 282,62 € après capitalisation et IR, avant forfaits et bénéfices. Les résultats pour chaque foyer et le financement des droits restent à consolider.



L'écologie qui se vit.

Créer un modèle d'écologie pragmatique



De l'eau. De l'ombre. Des sols vivants.

Une cour d'école ombragée, un réseau d'eau entretenu ou un sol agricole vivant répondent à des besoins que chacun peut reconnaître. Je veux concentrer l'action écologique sur ces résultats. Les travaux doivent être adaptés au climat, aux usages et aux ressources de chaque territoire, avec leur entretien prévu dans la durée.

Le MDRS relie l'eau, l'agriculture, l'alimentation, l'énergie et les communes. Il suit les quantités disponibles, les investissements et les coûts d'exploitation. L'objectif est de protéger les milieux tout en améliorant les conditions de vie, de production et de santé.



Un État qui tient ses comptes.

Réduire la dette publique

La dette concerne chacun parce que ses intérêts mobilisent des ressources publiques dans la durée. Je propose une règle constitutionnelle d'équilibre, avec des exceptions pour la souveraineté, le développement et l'urgence exceptionnelle. Chaque choix doit être rapproché du service rendu, de ses coûts et de son financement.

Service rendu

Coûts

Financement

Financer la vie du pays dans la durée

Le MDRS suit chaque dette, ses intérêts et ses échéances. Il distingue les dépenses courantes, les investissements et les remboursements. Il rassemble les comptes des organismes publics en rapprochant leurs échanges, afin de connaître la charge totale de la réorganisation.

Les bâtiments, les participations et la trésorerie sont suivis séparément. Le remboursement de la dette repose sur des ressources disponibles et des opérations effectivement réalisées.

Ce que cela doit changer pour vous

Un service public doit pouvoir fonctionner après son ouverture. Une école, un centre de soins ou un équipement de défense engagent des agents, de l'entretien et du renouvellement. Le MDRS intègre ces obligations dès la conception. Les économies admissibles sont calculées après les coûts de transition et affectées à une destination précise.

Je veux réduire les coûts répétitifs et remplacer les aides devenues inutiles dans le nouveau cadre. L'équilibre et la trajectoire de dette doivent ressortir des comptes consolidés et des ressources réelles.



Une réforme se juge dans votre vie.

Votre vie relie déjà le travail, la famille, les soins et les déplacements. Mon programme part de ces liens. Son résultat doit se reconnaître dans ce que vous pouvez faire, dans le temps que vous retrouvez et dans la réponse que vous obtenez.

01

Faire des projets avec son salaire

Réparer une voiture indispensable au travail, accompagner les études d'un enfant ou constituer une épargne. Le transfert salarial doit ouvrir cette marge. Le MDRS calcule ensuite ce qui reste au foyer après les prélèvements et les droits applicables.

02

Obtenir une réponse pour sa famille

Un rendez-vous médical demande une place, un professionnel et un trajet possible. Une école demande des enseignants et des conditions adaptées. Je relie ces moyens aux besoins du territoire pour que l'accès au service existe dans la vie quotidienne.

03

Pouvoir avancer dans ses démarches

Savoir qui traite un dossier, quand une réponse est attendue et comment exercer un recours change la relation au service public. La simplification doit se traduire par des démarches abouties et du temps disponible pour votre travail ou votre famille.

Le revenu disponible, le temps rendu et le service accessible sont les résultats que je veux rendre visibles.



Vivre de sa terre.

Pouvoir la transmettre.

Une exploitation doit pouvoir produire, entretenir ses sols et préparer sa transmission. Une jeune installation a besoin de débouchés, de compétences et d'un accès aux moyens de production. Je relie ces sujets pour que l'activité agricole puisse faire vivre celles et ceux qui la portent.

Du champ à la vie du territoire

Les ateliers de transformation, les abattoirs, les laiteries, les légumeries et les cantines peuvent former des débouchés de proximité. Je veux étudier ensemble leur approvisionnement, leur capacité et leurs coûts. Pour une famille, cela touche à la disponibilité des produits. Pour l'agriculteur, cela touche à la continuité de son activité.

Le MDRS rapproche foncier, transmission, travail, eau et ressources. Les haies, la récupération d'eau et l'adaptation des cultures entrent dans cette conception. L'enjeu est une production durable, appuyée sur des débouchés et sur un revenu professionnel viable.

L'État au service de la vie réelle.

Une décision engage des agents, des budgets et des usagers. Je veux préparer ses conséquences, organiser la transition et suivre ce qui change sur le terrain. Les personnels, les locaux, les outils et les responsabilités doivent être prêts ensemble pour que le service continue pendant la transformation.



Comprendre, organiser, rendre compte

Le MDRS rapproche les besoins de la population, les effectifs, les compétences, les moyens matériels et le financement. Les agents appelés à changer de mission sont suivis avec leur formation et leurs droits. Le coût de la période où les deux organisations coexistent entre dans le calcul.

Je veux mesurer les réponses obtenues, les délais, les erreurs et la qualité du service. C'est ainsi que les habitants et les agents pourront apprécier les effets réels de la réorganisation.



Prévoir le service. Prévoir son financement.

Un budget doit dire comment les choix deviennent des services accessibles. Pour un centre de soins, je rapproche les consultations attendues, les professionnels, les équipements et les paiements. Pour une réforme salariale, je rapproche les sommes réaffectées et le financement des droits sociaux. La même méthode relie tout le programme.

Ce qui est dû

Les charges et les droits reconnus dans les comptes.

Ce qui est payé

Les encaissements, les paiements et leurs dates.

Ce qui reste engagé

Les contrats, les actifs, les dettes et les échéances.

Des règles pour lire les mêmes opérations

Les comptes français sont rattachés au référentiel de chaque entité, dont le RNCE pour l'État, avec la LOLF et la gestion budgétaire et comptable publique. Les IPSAS servent au travail de comparaison comptable internationale. Le SEC 2010 et le GFSM du FMI organisent d'autres lectures, notamment statistiques, du déficit, de la dette et des opérations publiques.

Cette conception oblige à suivre la contrepartie de chaque transfert. Une économie finance une affectation identifiée. Un investissement conserve ses coûts futurs. Le MDRS étudie les intérêts, les remboursements et les besoins de trésorerie dans le temps. Le rapprochement de ces comptes sert à tester l'équilibre, à préparer le désendettement et à préserver la continuité des services.



Un droit compréhensible. Une justice accessible.

J'ai intégré la justice et les textes de loi au MDRS parce qu'un droit doit pouvoir être exercé. Une entreprise qui attend un paiement, une famille qui demande protection ou un usager qui conteste une décision ont besoin d'un parcours clair. Je propose une refonte des juridictions et un tronc procédural commun.

Première instance

Un tribunal universel pour organiser l'entrée et le traitement des affaires.

Appel de garantie

Un niveau de réexamen qui protège les droits et la qualité des décisions.

Cohérence normative

Une cour suprême pour assurer la cohérence de l'interprétation des règles.

Réécrire les textes et préparer leur application

Le travail porte sur les articles conservés, simplifiés, remplacés et sur les règles de transition. Chaque changement est relié à son niveau législatif, réglementaire ou constitutionnel, ainsi qu'aux engagements européens et internationaux concernés. L'accès au dossier, la preuve, la motivation, les recours et les garanties de défense accompagnent cette refonte.

Les 109 prescriptions d'architecture judiciaire sont rapprochées des affaires, des effectifs, des greffes, des notifications et de l'exécution. Le MDRS étudie les files d'attente et les coûts pour tester les délais. Pour le citoyen, l'objectif est un droit rendu effectif. Pour l'État, il s'agit d'organiser les moyens et de connaître le coût complet des procédures et de leurs erreurs.



Ce que le travail permet de gagner.

Cet exemple reprend exactement la paie de Solutions présentée en couverture et page 8. Le salaire brut actuel est de 2 500 € par mois. Le calcul retient l'éligibilité des deux parts de cotisations cumulées et suit séparément le transfert, la capitalisation et l'impôt du scénario.

LE MÊME CAS DE PAIE MONTANTS MENSUELS

RÉMUNÉRATION	ACTUELLE	APRÈS TRANSFERT
Avant impôt	1 931,11 €	2 983,81 €
Transfert ajouté à cette paie		+1 052,70 €

Le calcul part des deux parts de cotisations

568,89 € côté salarié et 934,96 € côté employeur donnent 1 503,85 €. La part de 70 % atteint 1 052,70 € après arrondi au centime. Elle s'ajoute aux 1 931,11 € de référence. Les bénéfices éventuellement partagés constituent une étape supplémentaire.

PUIS LES DEUX RETENUES DU SCÉNARIO

Après transfert	Capitalisation	Impôt sur le revenu	Somme restante
2 983,81 €	- 298,38 €	- 402,81 €	= 2 282,62 €

Les 2 282,62 € restent avant forfaits personnels et partage des bénéfices. Le gain après impôt se calcule avec l'impôt actuel et la situation du foyer. Les pages 1 et 8 affichent toujours le transfert avant ces nouvelles retenues.



Connaître notre place. Construire notre capacité.

Le MDRS relie le travail, l'énergie, la fiscalité et l'organisation des filières. Le cas de paie étudié donne un premier avant et après chiffré. La compétitivité d'ensemble dépend aussi des coûts des fournisseurs, de la productivité, des investissements et des infrastructures.

CLASSEMENT IMD 2026 REPÈRES ACTUELS

1	Singapour
2	Hong Kong
3	Suisse
4	Taiwan
5	Émirats arabes unis
6	Danemark
7	Irlande
8	Pays-Bas
9	Suède
10	États-Unis
12	Chine
23	Allemagne
24	Royaume-Uni
36	France
39	Espagne
45	Italie

France au 36e rang sur 70 économies

MÊME PAIE QUE PAGES 1 ET 8

Coût employeur mensuel

ACTUEL

3 434,96 €

SCÉNARIO MDRS

2 983,81 €

13,13 %

de baisse sur ce cas

451,15 € d'allègement mensuel sur 3 434,96 € de coût initial.

Le scénario reprend les cotisations du cas de Solutions, pages 1, 8 et 28. Les effets complémentaires sur l'énergie, les impôts de production et les fournisseurs restent à chiffrer. Le rang IMD après MDRS exige le calcul des autres critères et des trajectoires étrangères.

29 prescriptions examinées dans 6 domaines

2	Travail	5	Administration et justice
6	Fiscalité	5	Filières et territoires
5	Énergie	6	Financement et entreprises

IMD, World Competitiveness Booklet 2026, pages 66 à 69. Solutions, cas IDCC 2335, repris pages 1, 8 et 28. Corpus MDRS du 9 septembre 2026, version 8 et reçu version 9. Décompte de 29 prescriptions distinctes liées aux coûts, à l'activité ou à l'investissement.



Un cap se construit avec des résultats.

Pour situer la France à cinq, dix et vingt ans, je rapproche les effets de chaque mesure du revenu, des prix, de la production et des capacités publiques. Le MDRS doit établir ce qui change pour les foyers et les entreprises, puis comparer cette trajectoire avec celles des autres pays.

Le point de départ avant réforme

Référence Eurostat 2025 au salaire moyen national, avant MDRS. Profil statistique distinct de la paie de Solutions présentée pages 1, 8 et 28.

Progression relative annuelle du rapport de revenu net

PAYS REPÈRE	5 ans	10 ans	20 ans
Allemagne	2,95 %	1,46 %	0,73 %
Pays-Bas	3,87 %	1,92 %	0,95 %
Luxembourg	7,66 %	3,76 %	1,86 %

Des seuils issus des écarts de 2025

La référence française vaut 29 086 SPA annuels en 2025, contre 33 630 SPA en Allemagne. L'écart de 15,63 % donne un effort relatif de 2,95 % par an sur cinq ans. Ces seuils partent des données avant réforme. Les effets du MDRS sur ce profil statistique et leurs conséquences sur les rangs restent à calculer.

Le transfert de 1 052,70 € reste propre au cas de Solutions. La trajectoire nationale demande les paies, les prélèvements, les prix et l'emploi de l'ensemble des foyers. Je publierai les positions projetées avec ces calculs.



Les calculs du MDRS.

Leur portée financière.

Les annexes détaillent les hypothèses, les règles, les sources et les calculs du dossier. Chaque mesure se lit avec son coût, son financement, son calendrier et les effets qu'elle transmet aux autres mesures.

Objet du calcul	Éléments de vérification
Rémunération	Cotisations salariales et patronales supprimées, partage 70/30, prélèvements et revenu disponible.
Bénéfices partagés	Profits admissibles, pool unique de 33 %, bénéficiaires, retenues et versements.
Dépenses remplacées	Droits maintenus, coûts cibles, transition et économies après réaffectations.
Recettes et fonds souverain	Assiettes, pertes de recettes, résultats distribuables et liquidité mobilisable.
Calendrier	Textes, capacités, dates de paiement et ressources disponibles lors de chaque bascule.

Une mesure prend son sens dans l'ensemble

Le gain d'un foyer réunit l'évolution de ses revenus, de ses prestations, de ses prélèvements, des prix et des charges privées qu'il supporte. Les effets conjoints sont rapprochés dans un même scénario, avec les mêmes personnes et les mêmes périodes.

Écart de solde = écart des recettes – écart des dépenses

Les recettes, dépenses, financements, actifs et dettes conservent leur nature. Les transferts internes sont rapprochés avant consolidation. Chaque paiement reste rattaché à sa contrepartie.

Des sources pour refaire la comparaison

Les références publiques identifient le producteur, le millésime et le champ. Les règles du MDRS indiquent les bénéficiaires, les conditions et les affectations. Les référentiels comptables français, le SEC, GFSM et les correspondances IPSAS permettent de lire les opérations selon leur nature.

Des résultats actualisés avec les travaux

Les segments calculés et leurs hypothèses restent identifiés. Les montants nationaux encore à établir sont signalés. Les futures mises à jour intégreront les données, les coûts et les effets de transmission qualifiés.

N01 Ouvrir la référence

N02 Ouvrir la référence

N03 Ouvrir la référence

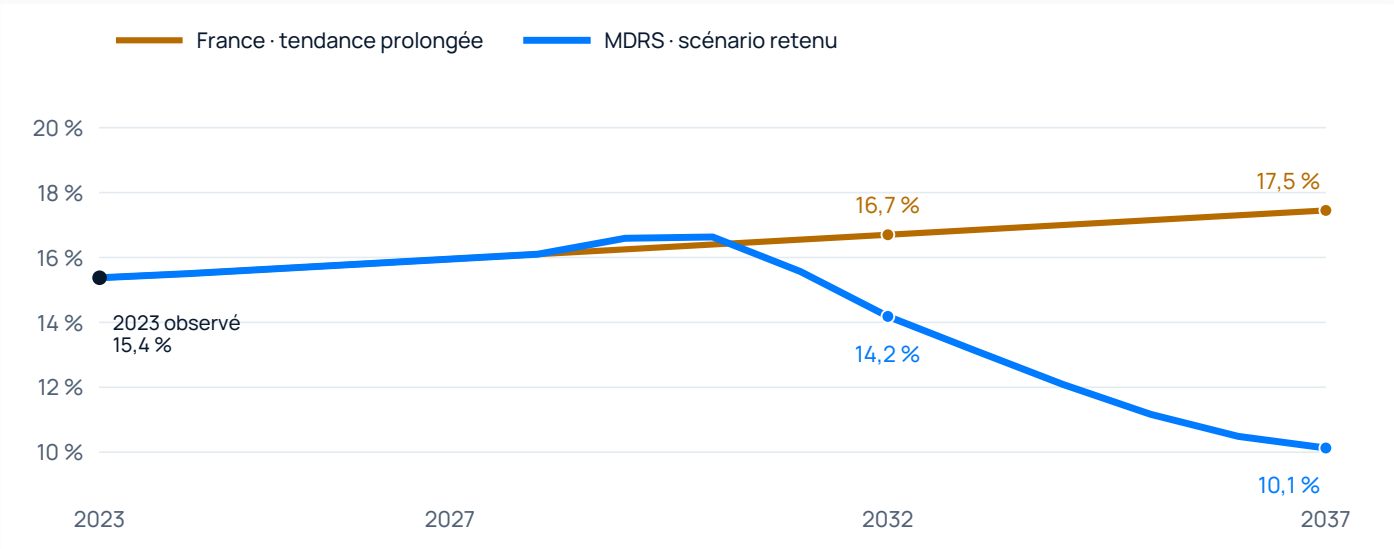
S01-S24, programme, règles, données et calculs détaillés dans les annexes. N01 CNOCP. N02 Eurostat. N03 Commission européenne. N04-N05 IPSASB. Sources consultées le 10 septembre 2026.



Deux trajectoires. Un horizon commun en 2037.

La distribution des revenus de 2023 sert de base commune. La courbe MDRS reprend le scénario qui obtient le meilleur rang international en 2037 parmi les 22 simulations réalisées. Emplois et financements sont supposés réalisés selon le calendrier retenu.

PAUVRETÉ RELATIVE · SEUIL DE 60 % DE LA MÉDIANE · ÉCHELLE FRANÇAISE



Un même scénario MDRS sur toute la courbe. Horizons du programme à partir de 2027.

Horizon	France	MDRS	Écart de pauvreté	Personnes pauvres en moins	Revenu disponible supplémentaire
5 ans · 2032	16,7 %	14,2 %	2,5 points	1,6 million	+267 Md€ / an
10 ans · 2037	17,5 %	10,1 %	7,3 points	4,8 millions	+312 Md€ / an

Les effectifs comparent les stocks de personnes pauvres à chaque date. Les montants mesurent le revenu disponible net additionnel du champ étudié, aux prix de référence. Écarts calculés avant arrondi.

Les revenus et l’emploi dans le calcul

Transfert salarial de 70 % des cotisations cumulées, partage des bénéfices, complément de retraite et parcours étudiant de 1 800 € disponibles et 200 € capitalisés. Le scénario retenu atteint son objectif d’emploi en 2037 avec 3,78 millions de postes supplémentaires, dont 1,53 million d’entrées depuis l’inactivité.

Le scénario retenu pour la comparaison

Cette hypothèse élargit les entrées en emploi depuis l’inactivité à 1,5 million de personnes dans la population de base. Le classement de la page 34 reprend les mêmes revenus avec la convention statistique internationale. Les conditions et les calculs sont détaillés dans les annexes.



Emploi, retraite, études.

Rapprocher les revenus.

Les effets sur la pauvreté se calculent avec les ressources de tout le foyer. Ces cas appliquent les droits du programme, leurs prélèvements et les personnes à charge, sous condition d'admissibilité et de paiement.

PARCOURS ÉTUDIANT

2 000 €

200 € pour la retraite
1 800 € disponibles
avant forfaits annuels

RETRAITE DU CAS TYPE

2 050 €

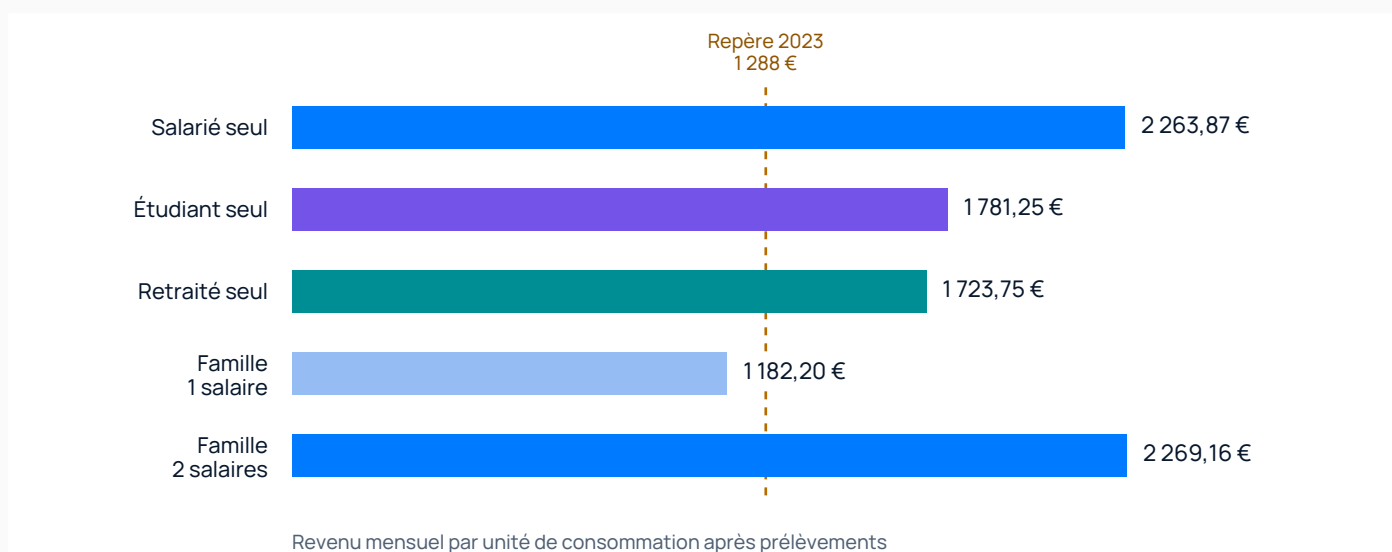
1 000 € de pension initiale
1 050 € de complément
avant impôt et forfaits

RÉMUNÉRATION C01

2 983,81 €

1 931,11 € de référence
1 052,70 € transférés
avant nouveaux prélèvements

Ce qui reste au foyer, rapporté à sa composition



Comprendre les deux familles

Deux adultes et deux enfants de moins de 14 ans représentent 2,1 unités de consommation. Avec un emploi C01, le foyer reçoit 2 482,62 € par mois. Avec deux emplois C01, il reçoit 4 765,24 €. Le droit familial de 275 € est inclus.

Lire les conditions du calcul

Les cas retiennent douze mois payés, les prélèvements du scénario et 225 € de forfaits annuels par personne. Les autres ressources sont nulles. RET01 exige une retraite officielle et une admissibilité établie. Les bénéfices restent hors de ces exemples.

Le plein emploi reste une condition du scénario à traduire en postes, bénéficiaires et dates. La comparaison nationale à 5, 10 et 20 ans exige leurs liens avec les foyers et les droits. Le rapprochement reste ouvert dans le corpus. Les cas ci-dessus illustrent les règles, avec un seuil 2023 figé comme repère historique.



2e rang projeté en 2037.

Meilleure performance testée.

Le scénario MDRS présenté obtient le meilleur rang en 2037 parmi les 22 simulations réalisées. La comparaison couvre 45 pays. Les derniers taux disponibles en 2026 restent figés pour les 44 autres pays jusqu'en 2037.

RANGS INDICATIFS PARMIS 45 PAYS · SCÉNARIOS CONDITIONNELS

FRANCE · RÉFÉRENCE 2023

14e 15,40 %

FRANCE · TENDANCE 2037

17e 17,32 %

FRANCE · MDRS 2037

2e 11,08 %

Les dix taux les plus faibles de cet ensemble

RANG INITIAL	PAYS	TAUX DE PAUVRETÉ RELATIVE	ANNÉE OBSERVÉE
1	Islande		9,32 % 2019
2	Tchéquie		11,40 % 2023
3	Slovaquie		12,79 % 2023
4	Danemark		12,88 % 2022
5	Norvège		14,18 % 2023
6	Belgique		14,27 % 2023
7	Autriche		14,44 % 2023
8	Irlande		14,60 % 2023
9	Finlande		14,88 % 2024
10	Pologne		14,89 % 2023

Du graphique français au classement international

Le revenu de chaque foyer est recalculé avec l'échelle OCDE fondée sur la racine carrée de sa taille. La variation obtenue est rattachée au taux français publié de 2023, en maintenant constant l'écart initial entre modèle et observation.

2037	Courbe française	Indicateur international ajusté
Tendance	17,45 %	17,32 %
MDRS	10,13 %	11,08 %

Le scénario retenu suppose l'élargissement de l'emploi, le versement des revenus chiffrés et leur financement. Le même scénario relie la courbe et le classement. Les règles, les conditions et le détail du raccordement figurent dans les annexes.

Seuil de 60 % de la médiane nationale, après transferts et impôts. Pauvreté relative au niveau de vie du pays. Rang croissant calculé avant arrondi. Couverture internationale de 45 pays. Observations de 2011 à 2025 selon le pays.

OCDE, Income Distribution Database, série PR_INC_DISP, PL_60, extraction du 10 septembre 2026. Méthode OCDE, Society at a Glance 2024. Calculs et liste complète des 45 pays dans les annexes.



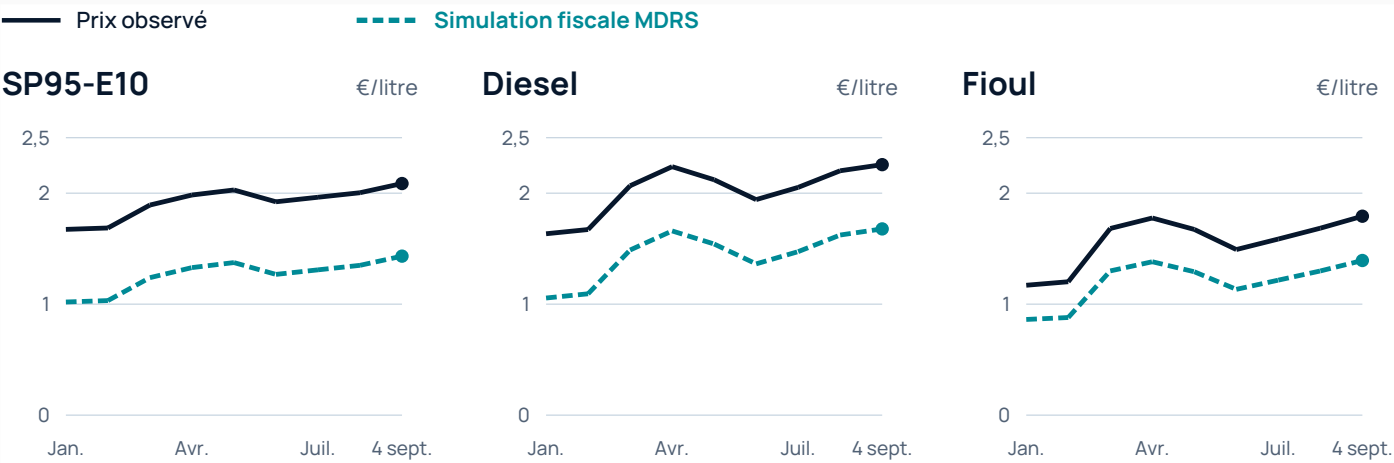
Vos déplacements. Un plein plus léger.

32,71 €

d'économie sur 50 litres de SP95-E10

Hypothèse fiscale au prix du 4 septembre 2026

Le même produit, le même volume.
Le calcul reprend le prix hors toutes taxes publié par la DGEC. Le fioul suit le scénario de TVA seule à 5 %. Le gain suppose sa répercussion intégrale au client.



2026 Mêmes coûts HT à chaque date dans les deux courbes

Prix de référence et effet du barème MDRS

Au 4 septembre	Actuel €/L	MDRS €/L	Gain €/L	Gain par achat
SP95-E10 50 L	2,0869	1,43268	0,65422	32,71 €
Diesel 50 L	2,2571	1,67808	0,57902	28,95 €
Fioul 2 000 L	1,7925	1,393455	0,399045	798,09 €

798,09 €

économisés sur 2 000 litres de fioul

3 585 € aujourd'hui
2 786,91 € dans le scénario TVA à 5 %.
Les droits de douane européens éventuels restent dans le coût d'approvisionnement. Arrondis après calcul.

Une comparaison que chacun peut refaire

Essence et diesel = prix HT × 1,20 + 0,15 €/L. Fioul = prix HT, droits de douane applicables compris, × 1,05. Les courbes comparent les moyennes de janvier à août et le relevé du 4 septembre, à coûts HT constants.

Le scénario fioul retient une TVA de 5 % et une accise nulle. Sa mise en œuvre exige les adaptations juridiques européennes nécessaires. Les prix futurs de production relèvent d'un calcul distinct.



Votre électricité. Le gain sur l'année.

297,74 €

d'économie simulée par an

4 500 kWh Base 6 kVA France métropolitaine continentale

1 091,26 € aujourd'hui
793,52 € dans ce scénario

Abonnement compris, au tarif du 1er août 2026. Le calcul conserve les coûts de fourniture et de réseau du tarif réglementé.



Ce que cela représente pour votre budget

Consommation annuelle	Facture actuelle	Facture MDRS	Économie
3 000 kWh	791,11 €	579,16 €	211,95 €
4 500 kWh	1 091,26 €	793,52 €	297,74 €
9 000 kWh	1 991,71 €	1 436,59 €	555,12 €

Le calcul, abonnement compris

Le MDRS retient une TVA de 5 % sur l'électricité. Le scénario reprend la suppression des accises et de la CTA du benchmark. Au tarif de référence, le kWh passe de 0,2001 € à 0,142905 € et l'abonnement annuel de 190,81 € à 150,444 €.

Facture MDRS = (143,28 € + consommation × 0,1361 €) × 1,05. Les montants affichés sont arrondis après calcul. Les trois consommations sont des exemples, avec le même contrat et le même usage dans chaque comparaison.

Simulation fiscale conditionnelle sur tarifs historiques. Les prix futurs de marché et les gains industriels restent à modéliser. La baisse de prélèvements correspondante entre dans la consolidation budgétaire du MDRS.



La Paix pour les Français.

dubuisson2027.fr

Emmanuel Dubuisson

Candidat déclaré à l'élection présidentielle de 2027

Un travail qui continue

Je réactualiserai régulièrement les chiffres et cette présentation avec l'avancée de mes travaux. Ils rendent compte d'une étape de l'architecture systémique que je développe pour la France.

LES RÉFÉRENCES

Programme et méthode

Programme Solutions, 2026. Dossier maître MDRS du 8 septembre, doctrines INS0274 à INS0282. Corpus systémique et reçu du 9 septembre. Règle de réaffectation 70/30. Benchmark des conventions salariales 2026. Recueils du CNOCP, RNCE, LOLF et GBCP. IPSASB, Handbook 2026. Eurostat, SEC 2010. FMI, GFSM 2014.

Comparaisons internationales

Eurostat, données 2025, `earn_nt_net` et `lc_lci_lev`. IMD, World Competitiveness Booklet 2026, pages 66 à 68. Seuils de rattrapage calculés à partir des revenus nets en standard de pouvoir d'achat. Akee et al., 2010, AEJ Applied Economics, DOI 10.1257/app.2.1.86. Sources consultées le 9 septembre 2026.

CRÉDITS ET PUBLICATION

Portrait studio Christophe Senehi / Headshot Pro Studio.

Tracteur Autoportrait.

Photographie de contexte Emmanuel Dubuisson.

Écologie M. Dubuisson.

Paysage Emmanuel Dubuisson.

Illustrations photographiques réalisées avec l'IA, dont les scènes de terrain, de travail et le visuel militaire.

Conception M. Dubuisson.

Logo et identité visuelle Emmanuel Dubuisson.

Slogan et conception associés, dépôt e-Soleau INPI 2026, preuve d'antériorité.

Diffusion dans le respect des périodes et des règles du Code électoral.

© Emmanuel Dubuisson, 2026. Éditeur et responsable de publication Emmanuel Dubuisson. Document numérique de présentation du programme, support de campagne. Impression à l'initiative du lecteur.